



frères des hommes

Cultivons le Partage de notre Terre

## *Elections dans le Sud*



Dossier thématique trimestriel – décembre 06

*dossier réalisé avec le soutien de la  
Direction Générale de la Coopération au Développement  
(DGCD)*



## Dossier thématique :

En 2006 se sont tenues des élections importantes pour plusieurs pays du Sud. L'occasion nous est donnée de nous pencher sur la campagne menée par certains candidats et d'analyser les enjeux, résultats et nouveaux défis. Au Congo, où des élections tant attendues se sont déroulées au terme d'un processus long et difficile...et où il n'est pas toujours facile de faire campagne lorsque l'on est une femme ! Au Brésil, où Lula a été réélu pour un second mandat à la tête de confirmant un glissement à gauche du continent latino-américain. En Bolivie, où un Indien maya, Evo Morales, détient à présent les rênes du pouvoir.

Table des matières	page
- Faire campagne quand on est femme en République Démocratique du Congo.....	3
- Brésil : Il faut freiner la droite et battre Alckmin.....	7
- Stimuler les luttes sociales et construire un nouveau projet pour le pays.....	10
- Trois raisons au triomphe du peuple bolivien.....	14

# Faire campagne quand on est femme en République Démocratique du Congo

*Interview de Zita Kavungirwa, coordinatrice de l'APEF et candidate pour la députation nationale en République Démocratique du Congo*

*Propos recueillis par Milena Merlino*

*Faire campagne en République Démocratique du Congo lorsque l'on est une femme est loin d'être facile. Zita Kavungirwa, coordinatrice de l'APEF (Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin) basée à Bukavu s'est pourtant lancée dans l'aventure et a posé sa candidature au niveau de la députation nationale. Elle nous raconte les raisons de sa mobilisation politique, les difficultés qu'elle a dû affronter, le poids de la tradition qui pèse encore sur la femme dans ce pays.*

**FdH :** Pourquoi avoir voulu te présenter sur les listes électorales ?

**Zita Kavungirwa (Z.K.) :** Si j'ai décidé de faire campagne, c'est parce que j'ai beaucoup vécu avec la population. J'ai vu sa souffrance et cela m'a incitée à me mobiliser à un autre niveau. J'ai été convaincue qu'il fallait aller là où sont votées les lois qui régissent le pays. Il fallait que je me batte pour des lois qui favorisent la population, mais avec une attention particulière à la femme. Les femmes ont un rôle tellement important dans la société congolaise et pourtant, elles subissent encore beaucoup de discriminations. Même si notre Constitution institue la parité homme-femme, beaucoup de travail reste à faire dans la vie quotidienne et notamment afin que la femme puisse participer davantage à la vie politique du pays.

**FdH :** Quelles sont les idées que tu as défendues dans ton programme ?

**Z.K. :** J'étais candidate sur la liste du Mouvement Social pour le Renouveau (MSR) dont le programme comportait différents points. Parmi ceux-ci était soulignée l'importance de rendre la décentralisation effective au Congo. En fait, les recettes de la province partent vers Kinshasa. Toute la province est en reste et donc, il convient d'améliorer le processus de décentralisation qui accorde à la province 40 % de ses recettes.

Autre point essentiel, la sécurité. Il est important, à ce titre, que notre Etat soit capable de négocier avec les pays frontaliers, qu'il puisse développer une politique extérieure efficace, entretenir de bonnes relations non seulement avec

les voisins, mais aussi avec les Etats dominant la scène internationale. Cela permettrait notamment de résoudre la question du retour des réfugiés qui se trouvent encore en RDC. Mais au-delà de la politique internationale, nous pensons que la question sécuritaire touche directement le quotidien des gens et c'est pourquoi il est essentiel d'apporter une réponse à la délinquance qui peut être le fait de policiers et de militaires. Un tel projet nécessite donc que les militaires soient casernés, formés et disciplinés ; mais aussi que le Congo ait une armée forte qui soit à même de protéger les habitants. Pour cela, il est important que policiers et militaires soient dûment rémunérés.

Par ailleurs, la justice doit être réformée, cette institution étant la colonne vertébrale de la nation. Et dans ce cadre comme à d'autres niveaux, la corruption doit être combattue et on doit lui opposer la tolérance zéro. A notre sens, il faudrait créer un tribunal spécial pour juger les cas de corruption et de détournements de fonds. Dans cet ordre d'idées, nous avons conscience qu'il faudrait que les mentalités évoluent et qu'apparaisse progressivement un nouveau type de « gestionnaires » pour notre pays : des gens qui agissent réellement pour le peuple et non pas pour satisfaire leurs intérêts personnels.

Nous pensons aussi qu'il est important de créer des emplois pour absorber le grand nombre de chômeurs en RDC. Nous sommes d'avis, par exemple, que l'Etat devrait instituer un fonds pour renforcer le secteur de la micro-finance, ce qui permettrait de relancer les PME. Mais il nous faudrait aussi décrocher des crédits pour reconstruire des écoles, des hôpitaux, des routes...Non seulement, la République Démocratique du Congo doit se reconstruire, mais un tel « chantier » permettrait de générer du travail. Il aurait en outre un impact positif sur le plan social. Ainsi, la construction d'écoles favoriserait l'accès à l'éducation pour les enfants, élément essentiel pour préparer l'avenir de notre pays ! Trop de gens ne savent pas encore lire ou écrire, ce qui les empêche de trouver du travail ; l'analphabétisme doit donc être combattu également dans le cadre de la lutte contre le chômage.

Sur le plan médical, il est essentiel que les soins de santé soient accessibles aux gens. Une meilleure distribution des médicaments doit être assurée, les mutuelles de santé doivent être promues et des formations médicales mises en place. En d'autres termes, il s'agit de faire en sorte que même les personnes les plus pauvres puissent avoir accès à ces soins.

Enfin, je terminerais en disant qu'il me semble capital de contribuer à l'évolution des mentalités afin de faire reculer les coutumes rétrogrades, celles qui établissent des discriminations entre l'homme et la femme, entre les habitants des villes et des campagnes... Tout cela doit être dépassé et nous devons agir en ce sens également.

**FdH : A ce propos, comment as-tu perçu le regard des hommes politiques sur toi, une femme qui faisait campagne ?**

**Z.K. :** J'ai mal vécu ça. Lorsque les hommes politiques ont vu qu'une femme émergeait parmi d'autres, ils se sont alors ligués contre moi, même lorsqu'ils ne s'entendaient pas. Ils étaient inquiets en raison du fait que j'avais travaillé avec beaucoup de groupements de femmes et que je connaissais beaucoup de monde. Ils se sont appuyés sur la coutume selon laquelle une femme est dénigrée simplement par le fait d'être femme. Dans mon cas, cela s'est traduit par une campagne mensongère où on m'a accusée d'être favorable au RCD-Goma. Certains ont même été jusqu'à dire que j'étais la maîtresse d'Azarias ! J'ai vraiment eu le sentiment d'avoir été diabolisée ! Et de telles manœuvres sont difficiles à contrer lorsque la population est analphabète, très manipulable et politiquement faible... Par ailleurs, l'église catholique a également fait pression sur certaines personnes en disant que si elles ne votaient pas pour « son » candidat, elles seraient excommuniées ! Les chefs coutumiers y sont allés aussi de leurs arguments, prétendant qu'une femme ne pouvait pas entrer dans un monde traditionnellement réservé aux hommes sans devenir une femme de mœurs légères ! Oui, malheureusement, trop de personnes sont encore naïves et de tels discours font encore mouche en République Démocratique du Congo. Après les élections, certains sont toutefois venus me trouver en exprimant leurs regrets à mon égard.

**FdH : Dirais-tu que c'était la plus grande difficulté que tu as dû affronter dans ta campagne ?**

**Z.K. :** C'était certainement une difficulté importante, mais il y en avait d'autres également. Ainsi, le fait que la population soit tellement pauvre ! Par la force des choses, les gens sont focalisés sur des questions matérielles : ils attendent qu'on leur donne quelque chose. Personnellement, je n'ai pas les moyens de mener une grande campagne. Ma force était que j'avais travaillé avec beaucoup de groupes de femmes... Mais cela n'a pas suffi pour que je sois élue et pour tenir tête à la pression des hommes politiques, des chefs religieux et coutumiers.

**FdH : Qu'est-ce que ces femmes ont apporté comme spécificité à cette campagne électorale en République Démocratique du Congo ?**

**Z.K :** Bien que je n'aie aucun souvenir des élections précédentes au Congo (j'étais trop petite), je pense que c'est la première fois que l'on voyait des femmes faire campagne. En ce sens, c'était un apport nouveau. Par ailleurs, elles ont pu montrer qu'on peut être candidat, même si on n'est pas riche. Certes, il y avait des hommes aussi qui n'avaient pas les moyens, mais pour les femmes, cet aspect est sans doute plus important encore.

# Brésil :

## Il faut freiner la droite et battre Alckmin

*Par Joao Pedro Stedile, MST*

**En tant que mouvements sociaux, nous devons nous mobiliser, nous soulever et descendre dans les rues afin de faire échouer la candidature de Alckmin.**

De 1990 à 2002, les classes dominantes ont mis sur pied un programme néo-libéral désastreux pour l'économie et le peuple. Elles remirent entre les mains du capital financier et international nos meilleures entreprises, qu'elles soient d'Etat ou privées. Elles ont ruiné les services publics. La dette publique interne a crû d'une manière scandaleuse et le gouvernement en vint à consacrer 30% de l'entièreté du revenu fédéral au paiement des intérêts. La population, les entreprises et le gouvernement commencèrent à payer les plus hauts taux d'intérêt du monde. Résultat : l'économie a cessé de croître et les richesses furent davantage concentrées. A la population, il ne resta que la pauvreté, davantage d'inégalité, et un chômage le plus élevé de toute l'histoire.

Eprouvant ces problèmes au plus profond de lui-même, le peuple, lors des élections de 2002, vota contre le néo-libéralisme et élit Lula à la présidence.

Ces quatre dernières années, il y eut, selon l'expression favorite du ministre Tarso Genro, un gouvernement de coalition. Les forces du capital continuèrent à peser de tout leur poids pour maintenir la politique néo-libérale. D'autre part, les forces de gauche connurent des avancées en politique extérieure, dans la défense des services de l'Etat ainsi que dans quelques secteurs sociaux, comme l'éducation publique et le salaire minimum.

Nous avons, en tant que mouvements sociaux, critiqué la politique économique. Le Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (MST) a manifesté et lutté contre la lenteur de la réforme agraire, la priorité donnée à l'agrobusiness (secteur, soit-dit en passant, qui a voté contre le gouvernement) et la non-exécution du plan national de réforme agraire.

Nous savons que le contexte politique de cette période joua en défaveur des forces populaires étant donné l'absence de mobilisation des masses et le marasme dans lequel les syndicats et les différents mouvements furent plongés. Certains s'accommodèrent de la situation ou bien leurs dirigeants furent récupérés sur le plan idéologique. D'autres furent complètement annihilés par l'offensive néo-libérale qui vint à bout des différents secteurs de la classe laborieuse. On assista à un tassement des mouvements de masse, ce qui influença de façon décisive le rapport actuel des forces.

Vinrent les élections de 2006. Nous avons défendu la nécessité de profiter de la campagne pour débattre d'un nouveau projet populaire pour le pays. Malheureusement l'optique opportuniste prévalut, ainsi que le marketing, le recours répété à des méthodes peu claires, l'usage abusif de l'argent, l'achat de voix électorales etc. Le tout étant financé par les entreprises désireuses d'obtenir les faveurs gouvernementales. Il en résulta une campagne sans enthousiasme, dénuée d'esprit militant, aucunement soucieuse des intérêts du peuple.

Tout paraissait déjà combiné et les résultats prévisibles quand, en toute dernière semaine et à cause de lourdes erreurs commises lors de la campagne de Lula, la droite trouva des raisons de s'unir autour de Alckmin (cela avait été le cas avec Collor en 1989).

Elle passa à l'offensive et, utilisant intentionnellement les médias dont elle disposait, accéda au second tour des élections. Le même phénomène eut lieu en différents Etats où les candidats de droite se présentèrent au second tour.

Nonobstant, des contradictions apparurent, comme toujours dans la vie. L'unité de la droite autour d'Alckmin allait faire naître un débat portant sur les idées et les projets ; et la campagne fit apparaître clairement les intérêts de classes dissimulés derrière chaque candidature.

La candidature Alckmin représente les intérêts du capital financier, des transnationales, du gouvernement Bush, de la bourgeoisie brésilienne ainsi que les intérêts des propriétaires fonciers ayant la haute main sur le commerce agricole. Cette candidature révèle le désir avide de reprendre les rênes du pouvoir.



La droite défend chaque jour par voie de presse la nécessité de poursuivre les privatisations : celle de Petrobras, des Postes, du réseau routier, des banques des Etats du Brésil. Elle désire des réformes portant sur le travail, le régime fiscal et la Sécurité Sociale pour augmenter les bénéfices de ces groupes. Elle propose que la garantie de paiement des intérêts soit inscrite dans la Constitution à travers l'étrange plan dénommé « déficit zéro ». Elle présente de nouveau la ZLEA comme une nécessité. De cette façon ? elle subordonnerait davantage encore notre économie et le pays aux intérêts de l' « Empire ».

Et si les pauvres ont l'audace de combattre, la droite fera appel aux « capitaes-do-mato » (les chasseurs d'esclaves fugitifs) et réagira en utilisant la police et le régime carcéral. Pour toutes ces raisons, nous, les mouvements sociaux et tous les militants, devons nous mobiliser, nous soulever et descendre dans les rues pour faire échec à la candidature de Alckmin et à ses intérêts de classe. Nous ne pouvons pas hésiter. Nous allons transformer la campagne en un débat de projets et d'idées. La victoire de Alckmin serait un très grave échec pour le peuple brésilien.

Au cours du prochain mandat du gouvernement Lula, nous allons continuer à rester mobilisés pour faire échec à la politique néo-libérale et débattre, en société, d'un nouveau projet pour le pays . Le Brésil a besoin de trouver son propre cap. Il a besoin d'un projet qui pose comme priorité de l'Etat et de la politique la solution, pour tous et toutes, des principaux problèmes : le manque d'emploi, l'éducation, la réforme agraire, le logement, la distribution des revenus. Il ne peut y avoir de changements sociaux sans la participation du peuple, sans la mobilisation populaire.

Joao Pedro Stedile, 52 ans, économiste, est membre de la coordination nationale du MST (Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre) et du mouvement Via Campesina Brasil.

*Source : ALAI - <http://alainet.org> - 10 octobre 2006  
(Traduction*

## **Stimuler les luttes sociales et construire un nouveau projet pour le Positionnement officiel du Mouvement des Sans Terre après la réélection de Lula au Brésil 3/11/06**

Maintenant que le processus électoral est clôturé, les bulletins de vote dépouillés, les gagnants et perdants connus, l'heure est venue de faire le bilan et de nous tourner vers l'avenir. Au lieu de compter le nombre de parlementaires et de gouvernements progressistes élus, il est nécessaire de nous efforcer d'analyser notre comportement, nos conquêtes et nos défis pour la période à venir.

Il y a quelque temps, nous avons compris que la gauche participerait de façon divisée et fragilisée à ces élections. Les causes en sont innombrables et elles feront sans aucun doute l'objet de réflexions et de débats durant les prochains mois. Entre-temps, deux éléments méritent d'être soulignés. La déception ressentie à l'égard du gouvernement de Lula, incapable d'en finir avec la politique néo-libérale mise en place par les prédécesseurs ainsi que la façon avec laquelle certains secteurs de la gauche ont fait de la politique selon le modèle bourgeois ou qui a conduit à une série de dénonciations de cas de corruption et de pratiques électorales.

Face à cela, la grande question était de savoir comment nous nous positionnerions et comment nous sortirions du processus électoral. Pour nous, membres du MST, s'est réaffirmée la décision que nous devons garantir, au terme de ce chemin, notre unité politique et notre autonomie face aux partis politiques et aux gouvernements.

### ***Le premier tour***

La campagne électorale a été complètement dépolitisée, les projets politiques n'ont pas fait l'objet de débats et les partis de gauche ont démontré qu'ils ne possédaient pas de stratégies organisationnelles, idéologiques et politiques.

Le gouvernement de Lula, croyant qu'il remporterait le premier tour, s'est en priorité consacré à faire état de ses politiques assistencialistes et de

l'établissement d'un large éventail d'alliances de partis (de droite et de gauche). Ceci a eu pour résultat que les militants n'ont pas été appelés à s'impliquer et que les mouvements populaires se sont sentis extérieurs au débat électoral.

Divers secteurs de la gauche et des mouvements sociaux ont constaté, il y a quelque temps, qu'il existait un épuisement de la démocratie de l'Etat bourgeois qui restreint la participation populaire uniquement aux périodes électorales. Pour ces forces politiques, qui ne méprisent pas le processus électoral, la priorité est d'améliorer les niveaux d'organisation et la conscience populaire ainsi que de promouvoir la lutte sociale. Ce sont des éléments qui sont essentiels pour modifier les rapports de force avec la bourgeoisie, promouvoir les changements et créer des mécanismes concrets de participation populaire directe sur le plan législatif et exécutif. Pour cette raison, ils soulignent que la réforme politique ne peut seulement se restreindre à des changements ponctuels, mais qu'elle doit aller à son objectif principal, en l'occurrence celui de garantir au peuple l'exercice du pouvoir.

La stratégie de réélection du gouvernement de Lula, telle qu'elle apparaissait dans la coordination de sa campagne, a exclu les débats sur les projets stratégiques pour le pays et la défense des intérêts de classe. Ce fait ajouté au cas de tentative d'achat du dossier a contribué à éloigner les militants et les forces populaires qui voulaient politiser la campagne. Par ailleurs, la droite a utilisé, sans scrupule aucun, toute sa force dans les moyens de communication pour se rassembler autour de la candidature de Geraldo Alckmin (PSDB). Par ce biais, elle a réussi à porter les élections à un second tour et à soutenir certains candidats de droite dans les Etats du Brésil.

### *Le second tour*

Lors du second tour, nous avons estimé, conjointement avec les autres mouvements sociaux réunis dans la Coordination des Mouvements Sociaux (CMS) et dans la Via Campesina Brasil, qu'il était possible à ce moment de promouvoir un vrai débat d'idées, de projets politiques et de lutte de classes. Il était nécessaire d'empêcher que les forces politiques réunies autour de la candidature d'Alckmin remportent ces élections. Nous partageons l'idée que les deux candidatures n'étaient pas identiques.

Derrière chaque candidat, il y avait des intérêts de classe divergents. Au moins, la victoire de Lula représenterait-elle, symboliquement, la victoire des travailleurs, le maintien des alliances en Amérique latine avec des gouvernements progressistes et le respect des mouvements sociaux. Ce nouveau positionnement dans le processus électoral nous a amenés à nous engager dans la campagne pour la réélection de Lula. Ceci ne signifie pas que nous faisons fi des erreurs commises et des fragilités apparues lors du premier mandat. Parmi celles-ci, soulignons le manque de projet clair destiné à apporter une réponse aux problèmes structurels du peuple, comme la mise en œuvre de la réforme agraire.

Outre le fait de chercher la politisation des élections présidentielles et de mettre en évidence que, indépendamment du gouvernement de Lula, nous nous trouvons dans une querelle de classes, nous avons estimé que le second tour des élections permettait de potentialiser la participation des mouvements populaires par une unité renforcée autour de l'idée de construction d'un projet populaire pour le pays. Il est indéniable que cette décision a eu sa part de réussites et victoires. La majorité des mouvements sociaux s'est engagée dans les discussions et dans la campagne ; mais tout cela sans illusion et avec la conviction à chaque fois plus grande que les transformations viennent des actions de la société elle-même. D'où la nécessité pour les mouvements populaires d'être autonomes, de développer des capacités en termes d'élaboration théorique et de mobilisation.

### **Le nouveau mandat**

Un autre mandat étant assuré pour le gouvernement de Lula, l'heure est venue de réclamer son dû et d'exiger des changements politiques qui répondent aux intérêts du peuple. Le Président, dans les premières allocutions qui ont suivi sa réélection, a souligné la nécessité de promouvoir le développement économique parallèlement à l'adoption de mesures visant à distribuer la richesse et les revenus.

Cette affirmation ne peut se limiter à la seule expression de l'enthousiasme de ceux qui ont dérouté la bourgeoisie par la voie des urnes. Elle doit se transformer en actions concrètes. Ceci demande que l'on rompe avec la politique économique néo-libérale et, surtout, que l'on tienne tête aux puissants intérêts

de ceux qui monopolisent la terre (dans les zones rurales et urbaines), les moyens de communications et le système financier.

En outre, il est nécessaire que nous luttons pour que se renforce l'intégration solidaire des pays d'Amérique latine, de façon à s'opposer à la mentalité de l'élite brésilienne sous la coupe des idéologies étrangères et de faire front à l'impérialisme des Etats-Unis. Ainsi, nous devons insister encore auprès du gouvernement réélu pour qu'il retire immédiatement les troupes militaires brésilienne de Haïti et qu'il mette en place une politique d'aide solidaire avec le peuple de ce pays.

La réforme politique est nécessaire, mais elle exige que les intérêts du peuple, et non ceux des hommes politiques, soient pris en compte. Créer de nouveaux mécanismes de participation, organiser des assemblées et conseils, mettre en place des budgets participatifs, des plébiscites et référendums populaires.

Voici les défis que doit relever le gouvernement réélu. Mais ce sont également les défis des forces sociales qui veulent construire un pays fondé sur la démocratie, la justice sociale, la souveraineté et la défense de l'environnement.

**Nous, membres du MST et d'autres mouvements sociaux, nous continuons à assumer notre rôle qui est de contribuer à élever le niveau de conscience et d'organisation du peuple brésilien. Stimuler les luttes sociales et construire les forces unificatrices autour d'un nouveau projet pour le pays : voilà le travail qui nous incombe !**

# Trois raisons au triomphe du peuple bolivien

*Par Adalid Contreras, directeur de l'ONG Qhana - Bolivie*

Beaucoup d'encre a coulé dans la presse pour jeter le discrédit sur le triomphe électoral du peuple bolivien, avant déjà que le MAS ne s'installe au gouvernement. Sans vouloir débattre de ces augures pessimistes - car nombre de commentaires suivront encore - , nous allons tenter d'analyser les facteurs réels qui ont amené Don Evo Morales Ayma, leader du peuple indigène et des producteurs de coca, à être élu président par les Boliviens. Pour ce faire, nous identifions trois raisons : la construction d'un instrument politique à partir des organisations populaires porteuses d'une identité et d'un projet populaire; la capacité d'articulation du MAS avec le dynamisme des mouvements sociaux et avec l'histoire; et l'ineptie de l'oligarchie, ses partis politiques et ses moyens d'(in)communication.

La première raison concerne la construction d'un instrument politique émergeant des organisations populaires et conforme à la culture organisationnelle de celles-ci. En effet, le MAS est la conséquence, d'une part, de la méfiance du peuple à l'égard des partis traditionnels et d'autre part, de la recherche d'un protagonisme propre, sans intermédiaire, dans la construction du pouvoir des secteurs populaires en démocratie. Si l'on se penche sur la trajectoire du MAS, on constatera que l'audacieuse constitution du mouvement populaire en élément de pouvoir a suivi différentes étapes et se situe dans différents espaces. Il a revalorisé la politique et son propre parti afin d'élaborer une proposition de lutte contre l'impérialisme, contre les inégalités produites par le néo-libéralisme et contre la pensée unique discriminatoire.

*D'une part, dans le domaine populaire lui-même en tant que perspective pour les pauvres et proposition alternative de la société, nous pouvons affirmer qu'au-delà de la prétendue centralisation du mouvement des producteurs de coca et de la figure d'Evo Morales, le MAS est un produit politique constitué depuis différents points de départ qui convergent de forme concertée à partir d'emphase et de temps différents vers un projet commun. Parmi ces éléments, l'effort pionnier du mouvement des producteurs de coca du Chapare est central. D'autres éléments fondamentaux sont les mouvements de quartiers de différentes villes, l'énergie vitale du mouvement indigène paysan des Andes et de la plaine, la renaissance du mouvement ainsi que*

*l'incorporation des classes moyennes touchées par la proximité sociale et idéologique de la gauche qui représente une ouverture d'horizons.*

Si nous adoptons ce point de vue, la composition et la représentativité du MAS s'étend à la reconnaissance d'un protagonisme constitué d'éléments différents qui n'auraient pas la capacité de se fondre dans une seule structure sans laisser de côté celles qui lui sont propres si l'instrument politique de ce parti ne basait pas son fonctionnement sur les systèmes de délibération, d'assemblées et de réunions ouvertes des organisations sociales. On pourrait dire que, dans sa structure, le MAS est une organisation de négociation interne et de débat permanent où les leaders ne se détachent pas de leurs bases. Cet aspect est un élément essentiel de la "raison d'être" du parti et devrait continuer à l'être dans l'élaboration des formes et systèmes de gouvernement.

D'autre part, le MAS a eu un parcours politique ascendant dans les sphères du pouvoir avec pour but dans un premier temps d'occuper des sièges au sein du Parlement, ensuite d'assumer la direction de l'une ou l'autre commission parlementaire, de continuer à obtenir plus de représentants, toujours plus compétents, au sein des deux chambres du Congrès, d'occuper les collèges municipaux et finalement, d'aspirer avec ambition à devenir un acteur réel en termes de gouvernance. L'expérience de croissance vertigineuse, malgré les tentatives pour en minimiser l'importance, a permis de tirer deux leçons. La première est le fait évident que les mouvements de masse obéissent davantage à l'élan de contestation à l'égard du système au sein d'une société insatisfaite quant à la gestion du pays. L'autre leçon suppose que le défi, plus que la réussite, consiste à pouvoir se poser comme une alternative au pouvoir et à être en mesure de répondre de façon responsable à la promesse d'une vie plus digne en représentant tous les Boliviens et Boliviennes. Le MAS a connu des moments durs au sein même de son équipe parlementaire qui ont mené à l'exclusion de certains d'entre eux ou ont permis de corriger la naïveté d'autres. Tout ne peut pas être parfait. La construction du pouvoir est un processus permanent qui suppose également la recherche volontaire et systématique du renforcement interne.

Un autre facteur important pour la croissance de l'instrument politique, en dépit de la résistance de certaines de ses expressions de base, est l'unité décidée entre les leaders sociaux et intellectuels. Le fait même que le binôme présidentiel soit composé du leader indigène Evo Morales et de l'intellectuel Alvaro García Linera est un reflet de cette nécessité d'établir des rencontres stratégiques qui basent leur relations sur la conception de dualité invisible de

l'unité. Cette articulation a permis d'élargir le noyau qui s'est constitué dans le parti et d'améliorer sa viabilité sans le déchirer, mais au contraire en le renforçant. C'est là une autre caractéristique nécessaire à la gestion gouvernementale, l'unité entre la science et la militance.

La deuxième raison ou l'autre facteur fondamental pour la consolidation du MAS en tant que force politique prédominante en Bolivie est sa capacité d'articulation avec le dynamisme historique des mouvements sociaux mettant en avant leurs demandes et revendications par la voie des élections et de façon programmée. A partir de ce qu'on a appelé la Guerre de l'Eau en 2000 à Cochabamba, des événements successifs ont mené à un rassemblement populaire qui a connu d'autres manifestations à travers la Guerre du Gaz dans la ville d'El Alto en octobre 2003, le mouvement séparatiste de Santa Cruz en janvier 2005 et les journées de mai et juin 2005 relatives à l'Assemblée Constituante dans le pays entier. Ces mouvements ont combiné la présence des organisations sociales plus ou moins structurées avec la participation non-contrôlée des PME familiales qui, elles, ne sont pas nécessairement sujettes à des mécanismes d'organisation et de contrôle interne. Dans les mobiles des changements nationaux cohabitent des volontés individuelles et sociales.

Cette succession enchaînée de mouvements de rébellion sociale devient le mécanisme inné d'un processus de globalisation contrant l'hégémonie. Les mouvements sociaux engendrent d'autres formes de pensées, d'organisation sociale et d'action politique, avec un potentiel critique et libérateur. Lorsqu'ils s'articulent dans le temps et l'espace, il s'agit de mouvements transcendant l'histoire qui s'inscrivent dans un mouvement continu, dotés d'une mémoire à long terme articulée avec ce qu'Agnes Heller appelle "les nécessités radicales" parce qu'elles prétendent dépasser qualitativement les contradictions qu'entretiennent les modèles dominants, et une autre mémoire à court terme davantage destinée à satisfaire les demandes immédiates. Et c'est cela qui s'est produit en Bolivie : il y a eu non seulement un phénomène de convergence de forces, mais aussi un ensemble de revendications qui, au-delà de celles émanant de secteurs spécifiques, comprenaient les demandes nationales telles que la nationalisation des hydrocarbures, l'Assemblée Constituante pour refondre le pays, redistribuer la terre, récupérer les territoires afin d'assurer une auto-détermination des peuples et décentraliser l'administration de l'Etat. Le MAS a réussi à récupérer ces demandes dans son programme, en tentant d'y répondre tout en aménageant l'idéal avec les possibilités qu'offre la réalité.



*En Bolivie, on applique bien le concept de Castoriadis lorsqu'il affirme qu'un des traits caractéristiques des mouvements sociaux de cette époque est leur caractère "antinomique" dans la mesure où ils ont une double prétention non résolue : d'une part, leur propre auto-détermination et leur souveraineté et, d'autre part, l'occupation du pouvoir d'Etat. Dans le cas bolivien, cette combinaison fonctionne avec des mouvements sociaux qui s'approprient et se projettent dans le futur jusqu'à parvenir à occuper le pouvoir, se trouvant face au défi alors de le transformer. Depuis la perspective et le dynamisme des mouvements sociaux, voter pour le MAS signifie également la possibilité conditionnée de voter pour la réalisation de leurs propres demandes. Cette symbiose s'est reflétée dans le vote. Maintenant ce vote est un dû qui sera réclamé sans mesurer les limites de l'Etat si les mouvements restent écartés, ou bien qui sera construite de manière réaliste et co-responsable s'ils deviennent partie du gouvernement.*

*Le troisième facteur qui a permis le triomphe du MAS, mais qui ne relativise en rien les victoires antérieures, résulte de l'incapacité de la droite à se profiler comme alternative de pouvoir. Elle n'est pas parvenue à élaborer un programme gouvernemental à la hauteur des défis nationaux. Au contraire, elle a ignoré les grandes revendications citoyennes exprimées par le biais des mouvements sociaux qu'elle a par ailleurs méprisés. La droite n'a pas pu se situer dans l'histoire contemporaine du pays, parce qu'elle l'a jugée avec des yeux extérieurs, à travers le filtre de l'économie de marché. D'autre part, dans le processus électoral, elle n'a pas perçu la population comme un ensemble de citoyens, mais plutôt simplement comme des électeurs répondant à des manoeuvres de manipulation et à des stratégies de guerre sale destinées à attirer leurs voix. De graves erreurs dans un contexte national qui devrait se comprendre en dehors de la dynamique d'une Assemblée Constituante, tant attendue. Car c'est au sein de celle-ci qu'il convient de définir les grands projets nationaux et d'en débattre.*

La droite a obéi à un programme basé sur le développement de politiques assistencialistes qui n'ont même pas satisfait le secteur privé lui-même. De plus, sur le plan électoral, elle a recouru à une politique qui a discrédité le pôle opposé, s'appuyant sur la complicité des entreprises et la verve sensationnaliste de certains médias qui n'ont que trop mérité l'appellation de "moyens d'(in)communication". La sale guerre déchaînée par les partis de droites "PODEMOS et le MNR contre le MAS" s'est transformée en un boomerang qui a

entamé sa crédibilité déjà faible. La droite s'est montrée incapable et son arrogance n'a pas permis d'occulter sa faiblesse, raison pour laquelle loin de proposer quelque chose, elle s'est employée à tenter de détruire par le discrédit et la politique de la peur, manoeuvre qui est en réalité la nouvelle expression religieuse et philosophique de l'expansion multinationale; celle-ci s'exprimant non seulement à travers une économie globale, mais également par une administration globale, législative, culturelle et militaire qui s'assure qu'une corrélation de forces sans résistance et sans faille jouera en sa faveur.

Pour se justifier, la nouvelle doctrine se cramponne au concept de lutte contre le terrorisme, que l'on brandit face à Don Evo Morales le traitant de narco-trafiquant en raison d'une part, de ses origines de producteur de coca et d'autre part, de sa campagne pour la défense de la feuille de coca qu'il distingue de la cocaïne. On criminalise également les mobilisations sociales imputées au MAS comme l'expression d'une impossibilité de gouverner. Et on développe une image de démocratie conditionnée à une culture de la peur, semant la peur de perdre l'appui extérieur, la peur de perdre l'investissement étranger, la peur de briser l'ordre démocratique, la peur du terrorisme, la peur de la souveraineté, la peur des indigènes, la peur des changements, la peur de la vie elle-même.

Mais même après leur défaite, les représentants de la droite qui ne peuvent quitter la scène répandent d'autres types de peur. Un devin libéral parle de la "bêtise" bolivienne, tandis que l'autre conseille de mettre un terme à la coopération étrangère pour que, dans une sorte d'euthanasie politique, le pays qui d'après lui est à l'agonie, s'auto-détruise. Sans compter ceux qui comparent à un *harakiri* l'audace bolivienne de s'appuyer sur un programme gouvernemental qui propose de changer le modèle de développement. Et, faisant concurrence aux voyantes qui commencent l'année nouvelle en prédisant le futur, certains devins néo-libéraux prévoient que, même si le MAS a pu écraser le parti néo-libéral qui était au pouvoir, gouverner est une chose toute différente; ajoutant que maintenant, avec un MAS sans expérience, le pays sera ingouvernable. On a dit beaucoup de choses et on en dira encore beaucoup; les candidats évincés ne savent pas tirer leur révérence.

Dans un évident processus de glissement national - et continental - vers la gauche, la droite n'a pas été à même de se situer dans l'histoire et a dû se retirer à la suite de sa déroute électorale. Ses 500 ans d'histoire coloniale et ses 30 années d'histoire néo-libérale ont connu des tempêtes avec une succession de rébellions à travers lesquelles le peuple bolivien non seulement a posé des revendications immédiates et structurelles, mais a réussi aussi ce qu'Alvaro

García Linera, paraphrasant Gramsci, appelle un "match nul catastrophique". Les élections de décembre 2005 représentent le goal historique donnant l'avantage aux mouvements populaires qui maintenant ont pour tâche de construire une autre histoire, à la hauteur de leurs aspirations.

Extrait de "Cuando uno MAS otro son millones"

6 janvier 2006

**Frères des Hommes** est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France, en Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développements dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale